



# A cœur ouvert

## Ouvrir ensemble un chemin d'espoir

### Sommaire :

#### 1. Édito: Ouvrir ensemble un chemin d'espoir

**Fabien Roussel**  
Secrétaire national du PCF

#### 2. Toutes les luttes ne se ressemblent pas

**Laure Denat**  
Secrétaire Générale CGT  
Conseil Départemental du Loiret

#### 3.4. Brisons ces chaînes d'évaluation et prenons la parole

**Roland Gori**  
Professeur honoraire des Universités  
Psychanaliste

#### 5. L'IME d'Ordizan(65) géré par APF FHandicap : famille, salariés, élus et CGT, unis contre un projet

**Aurore Artigue**  
AES Accompagnante Éducative Sociale  
Membre Commission Nationale santé PCF

#### 6. 7. Se doter d'outils sur la considération des pratiques professionnelles à visée service public

**Jean-Luc Malettras**  
Animateur secteur électronique 1982-1999  
Fédération des Travaillateurs de la Métallurgie CGT  
Co-auteur du livre «Des soins sans industrie »

**Jean-Pierre Escaffre**  
Docteur en économie (Paris I-Sorbonne)  
Maître de conférences  
Co-auteur du livre «Des soins sans industrie »

#### 8. Financement : Une autre logique est possible

**Jean-Marc Durand**  
Membre du Conseil National du PCF  
Membre Commission Nationale Économique PCF



Julien Jauffin/Hans Lucas Humanité

L'année 2025 s'ouvre en France et dans le monde sous le signe de l'instabilité politique et sociale. C'est le résultat d'une accélération sans précédent de la grande marchandisation du monde et de l'exacerbation des concurrences, militaires, économiques, écologiques entre les puissances, à l'échelle régionale comme à l'échelle mondiale. En

réduisant chaque jour un peu plus, l'être humain et la planète à leur taux de rentabilité, la logique libérale entraîne l'humanité dans une course folle, suicidaire, destructrice des écosystèmes et de tout ce qui s'apparente de près ou de loin à du lien social, formel ou informel.

**Au-delà des mécanismes de protection et redistribution sociale qui font l'objet d'un dépeçage continu et méthodique depuis 40 ans, c'est donc la société toute entière qui est désormais visée, dans sa capacité à comprendre l'attaque dont elle est l'objet, dans sa capacité à y résister et à construire les conditions d'un contre-modèle émancipateur et fraternel qui mette la Paix et le respect de la dignité humaine au cœur de ses aspirations.**

#### Ce n'est pourtant pas un horizon inaccessible !

Face à la destruction organisée de notre tissu industriel, face aux dénis démocratiques érigés en mode de gouvernement par le président de la République lui-même, face à la casse de nos services publics, face aux discours va-t-en-guerre et à l'irresponsabilité écologique, la colère populaire est grande et l'eau bout sous le couvercle de la marmite sociale.

**Un chemin d'espoir, de fraternité et de solidarité existe.** Il nous appartient à toutes et à tous de le faire vivre, de faire en sorte que les rapports de force, aujourd'hui défavorables s'inversent progressivement et qu'émerge une conscience partagée, celle qu'un autre monde est possible et qu'ensemble nous pouvons le faire advenir.

**C'est pour cela que les communistes réaffirment un projet de société mettant au cœur l'être humain, la réappropriation collective de nos richesses, de notre outil de travail, la reconquête de nos communs, de notre industrie, de nos services publics, pour relever les défis existentiels auxquels l'humanité est confrontée.**

**Il y a 80 ans, dans une France dévastée, Ambroise Croizat, ministre communiste du travail, donnait corps à ce projet révolutionnaire en créant la Sécurité Sociale. Solidarité, justice sociale, répartition des richesses, démocratie ont fait, depuis, la preuve de leur efficacité tant en termes de progrès social que de cohésion nationale.**

**Alors, en 2025 plus que jamais, saisissons-nous de cet exemple concret et révolutionnaire pour démontrer à nos concitoyens que l'espoir est permis, que la France est plus belle, plus forte, plus protectrice lorsqu'elle est solidaire, redistributrice et émancipatrice, lorsque des ferments de communisme ensemencent l'action publique.**

**Fabien Roussel**  
Secrétaire national du PCF



# Toutes les luttes ne se ressemblent pas.



Soudan E/ANDBZ/ABACA - HUMANITE- 05/05/2024

Le département  
leur demande  
souvent, en  
parlant des  
enfants :

« Où en sont les  
stocks ? »

Nous sommes là,  
pour remettre  
l'humain au cœur  
de notre travail.

LAURE DENAT

A la CGT du Conseil Départemental du Loiret, nous avons fait l'expérience d'échecs dans nos luttes pour la protection de l'enfance. Pourtant en 2019, nous avons mobilisé de façon historique tou.tes les acteur.trices du secteur. Près de 400 salarié.es avaient manifesté et réalisé une lettre ouverte d'une quarantaine de pages exposant les défaillances du système dans notre Département.

Depuis, le silence des élu.es et des directions. De la préfecture. De la justice. Du secrétariat d'Etat à la protection de l'enfance. Et la réalité, qui ne cesse de se dégrader, les moyens qui ne cessent de s'amoinrir, les salarié.es qui ne cessent de partir ...

Le Loiret est régulièrement au centre de l'attention en matière de protection de l'enfance : rappelé à l'ordre pour accomplir son obligation envers les Mineurs Non Accompagnés<sup>1</sup>, viols à la Maison de l'Enfance<sup>2</sup>, article Médiapart<sup>3</sup>, émission Zone Interdite<sup>4</sup>, presse locale, ...

Las des multiples grèves et tentatives de dialogue avec le Département, vains et inefficients, nous avons une ultime fois tenté d'alerter le 4 avril 2024. Environ 200 salarié.es s'étaient mobilisé.es. Arrivé.es sur le parvis de l'Hôtel du Département, Président, élu.es et direction nous attendaient.

Après avoir exposé la colère des salarié.es avec quelques slogans, le Président a tenté de s'emparer du micro.

La situation s'est alors renversée. Il était hors de question que les salarié.es l'écoutent une fois de plus, nous qui n'étions pas entendu.es depuis plus de cinq ans.

Avec la CGT, nous avons alors fait le choix de lire la déclaration que nous avons initialement prévu d'adresser au Président ici, sur le parvis de l'Hôtel du Département.

Notre position était claire : puisque ces 5 années de silence et de drames répétés n'avaient pas suffi à faire évoluer la situation, la CGT allait s'emparer de la question et construire la protection de l'enfance de demain, avec les acteur.trices de terrain. Nous avons donc refusé d'être reçu.es pour entendre, une fois de plus, un discours vide et unilatéral.

Dès lors, le rapport de force qui n'existait pas s'est imposé.

Nous avons créé un cycle de formation avec l'Union Départementale de la CGT. Ce cycle de formation aboutira sur un cahier revendicatif étayé et argumenté, avec des propositions concrètes. Charge au Département du Loiret de les mettre en place ou non.

Ces formations ont déjà commencé et donnent des résultats très intéressants. Nous constatons que des transformations profondes peuvent d'ores et déjà être effectuées sans forcément engendrer de coûts. La question financière ne peut donc plus nous être opposée comme l'argument systématique.

Cette lutte est singulière et différente de celles que nous avons pu mener jusqu'alors, et elle nous apprend qu'il faut parfois transformer nos combats et imaginer d'autres actions pour gagner nos revendications.

*Laure Denat*

Secrétaire Générale CGT  
Du Conseil Départemental du Loiret.

## Notes :

1. 2013 : France 3 « Le conseil Général du Loiret lève son arrêté anti-mineurs étrangers »

2. 2019 : témoignages de collègues: article République du Centre « Viol à la Maison de l'Enfance d'Orléans : 3 mineurs de 9, 10 et 14 ans mis en cause par la justice » et « un garçon de 12 ans aurait été victime d'un viol et d'une agression sexuelle à la Maison de l'Enfance à Orléans »; L'Humanité 2024 « A la maison de l'enfance d'Orléans rien ne va plus, entre manque de personnels et violence »

3. Juillet 2021 « Enfants placés : le scandale des décisions de justice bafouées »

4. Janvier 2020 « Mineurs en danger : enquête sur les scandaleuses défaillances de l'aide sociale à l'enfance »

# Brisons ces chaînes d'évaluation et prenons la parole !



© DHR Distribution - A Vif Cinémas - Icoubo Films

<https://www.rolandgori.net/>

**À Cœur Ouvert :** *La domination de la finance provoque la casse des services publics, des services publics de santé avec la régression des valeurs humaines, de la pensée, de la culture. Au plan national et international, la situation apparaît très sombre : serions-nous dans les ténèbres ?*

**Roland Gori :** Nous sommes dans une situation de transition. De mon point de vue je dirai que le logiciel néolibéral n'est plus crédible : il n'a pas tenu ses promesses de réduction des inégalités. Il n'a pas apporté la richesse. Le prétendu ruissellement promis des classes possédantes sur les classes moyennes et prolétarisées n'a pas eu lieu. Depuis les années 1970/1980, et progressivement au niveau national et international se sont mis en place des modes de colonisation de la pensée et des mœurs de type néolibéral. Cette civilisation néolibérale est politiquement et moralement en faillite. Mais, malheureusement, aujourd'hui, il n'y a pas encore d'émergence d'un nouveau paradigme. Comme disait Antonio Gramsci<sup>1</sup> : « **Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à naître et dans ce clair-obscur naissent les monstres.** » Les monstres sont des régimes que l'on voit émerger sur les ruines des néolibéralismes. Pour moi, nous en sommes là.—On a donc d'un côté, le libéralisme autoritaire à la mode Macron et de l'autre, les gouvernements illibéraux<sup>2</sup> qui adviennent par la voie démocratique comme Poutine, Orbán, Erdogan ou Trump...

C'est parce que la lumière commence à faiblir que l'on peut évoquer la proximité des ténèbres. Des régimes totalitaires, comme ceux apparus après la 1<sup>ère</sup> guerre mondiale, fascismes et

nazisme ont émergé sur une crise du libéralisme. Et, aujourd'hui, il s'agit plutôt d'une crise du capitalisme néolibéral.

**Dans le capitalisme traditionnel, moins on gouverne, mieux on se porte, l'idée est de laisser jouer l'économie de marché pour déterminer la valeur des biens, des classes, des produits, des services. Dans le capitalisme néolibéral** que nous connaissons, lui, il n'exige pas moins d'État pour une plus grande liberté du marché, mais l'État se trouve restructuré, modélisé lui-même par les règles du marché. C'est la raison pour laquelle nous avons en France, en Europe et dans le monde, des services publics de plus en plus privatisés, non seulement en termes de capitaux investis mais surtout dans la manière de penser les actes : soin, éducatif, justice, culture...

**La différence est majeure : l'État n'est pas moins présent, il l'est davantage pour « civiliser » les peuples, les sujets** individuels ou collectifs à un mode de pensée fondée sur le rationalisme économique néolibéral. Son principe cardinal est la concurrence. C'est ce qui s'est passé dans l'ensemble des services publics, d'où l'état de l'Hôpital, de l'École, de l'Université, de la culture, de l'accompagnement social, avec une dégradation de nos conditions de travail et de la qualité des services que l'on rend aux citoyens.

**Dans cette période de transition, tout le monde est conscient de l'échec de ce modèle, mais pas sur le remède. Pour certains, nous ne sommes pas allés assez loin dans le néolibéralisme :** c'est la position classique des néolibéraux qui, à l'instar de Macron, considère que l'on n'a pas assez joué la politique de l'offre et la privatisation des services publics. **Pour d'autres il conviendrait, au contraire, de rétablir les prérogatives des exigences de justice sociale,** de valeurs humanistes telles qu'elles ont pu être promues après la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale. Et, dont la culture d'un Etat social a contribué à ce que l'on a appelé les 30 glorieuses<sup>3</sup>.

**Mais, par la suite cet Etat social a été démantelé par l'émergence d'un autre mode de penser le monde, de fabriquer d'autres habitus<sup>4</sup>.** Ces nouvelles visions du monde et de l'humain se sont alignées sur le principe de concurrence

suggérant que le meilleur en serait issu. On sait ce que cette théorie a donné avec les nazis et les fascistes ...

**Actuellement, nous ne sommes pas à même de savoir comment on va s'en sortir ni quel nouveau monde va advenir ;** la crainte que l'on peut avoir c'est que ce nouveau monde soit en quelque sorte fondé sur un libéralisme totalitaire gérant les masses par des algorithmes au profit des oligarchies. C'est-à-dire que chacun pourrait faire ce qu'il veut à condition de se mettre dans la machine algorithmique qui lui dirait ce qui est le mieux pour lui et comment il doit s'y prendre.

**Ce que propose Elon Musk, ce n'est pas seulement soutenir Trump, Meloni, Marine Le Pen ou l'extrême droite, c'est bien un nouveau type de société fondé sur la cybernétique et sur une gestion algorithmique des populations où les individus sont placés sur des autoroutes de servitude.** Ils seront entièrement libres mais comme on l'est sur une autoroute, tant que l'on ne peut sortir on est obligé d'avancer en étant surveillé, contrôlé, normalisé.

**Le gouvernement macronien, néolibéral, autoritaire, est arrivé dans une impasse lors des élections européennes.** L'extrême droite n'a pas besoin de développer une cohérence politique. Elle a eu l'intelligence de ramasser toutes les colères, toutes les révoltes comme l'avaient réalisé le fascisme en 1919 et le nazisme plus tard, sans se prononcer autrement que de dire que c'est la faute des émigrés, des frontières ouvertes : il s'agit de prendre le pouvoir à partir d'un consentement généralisé du peuple avec la transformation de la peur, de la panique et de l'incertitude sociale, la peur de la précarité et de les amalgamer pour les transformer en haine des émigrés, des rouges, de l'autre... Cette conversion des angoisses sociales en haine est le tour de passe-passe favori de l'extrême droite. Ce risque s'est profilé au moment des élections européennes. **Puis, la dissolution a abouti à des élections législatives qui ont été une bonne surprise de par la capacité de donner un signifiant majeur aux forces sociales de gauche qu'est le Nouveau Front Populaire.** La base a imposé l'union aux différents dirigeants de partis. En peu de temps, les résultats aux élections 3

législatives se sont avérés satisfaisants. **Macron les a méconnus à tout prix. Il avait pourtant deux solutions** : jouer la démocratie en appelant un-e ministre issu du NFP, solution représentative de sa victoire relative **ou tenter de constituer un gouvernement issu du front républicain face au Rassemblement National**, puisqu'il y avait eu un Front Républicain au moment de la campagne des législatives.

**À Cœur Ouvert** : *Cela produit une période particulière, sombre que les fêtes n'ont pas aidé à clarifier. On a l'impression que la population est dans l'attente. Pour autant un certain nombre de luttes se poursuivent...*

**Roland Gori** : Oui, la suite n'a pas été à la hauteur...**Les fêtes de fin d'année, Noël et jour de l'An, sont des fêtes régressives.** Les individus sont dans un état un peu mélancolique où ce qui marque ces fêtes, est un sentiment de manque et de tristesse produit par tout ce que nous n'avons pas réalisé dans l'année. Des fêtes-carnaval qui donnent de la joie pour éviter la dépression. En janvier et février les demandes de psychothérapie sont les plus fortes.

**Pour autant les luttes sociales se poursuivent. Mais ce qui est important c'est qu'elles puissent trouver du sens.** Comme avec ce signifiant **Nouveau Front Populaire** qui est venu donner un sens à une émotion collective née à la fois d'un mécontentement social et d'un espoir de changement. C'est le moment où les révoltes sont prometteuses de possible révolution sociale. Mais vont-elles donner une révolution sociale, politique basée sur l'humanisme, la justice ou **bien une contre-révolution conservatrice** qui aboutirait sur un désordre exploité pour prendre le pouvoir au nom de l'ordre et de la Nation. En clair le danger majeur auquel nous avons affaire, c'est celui-là.

Mais l'on ne peut nier qu'une analyse historique précise, montre que les libéraux ont peur de ces mouvements sociaux et sont prêts à laisser l'extrême droite prendre le pouvoir dans l'irresponsabilité totale : **«Mieux vaut Hitler que le Front populaire»**. L'histoire de l'Italie et de l'Allemagne entre les deux Guerres ont montré cette

*résignation des libéraux et des conservateurs à laisser le pouvoir aux Extrêmes Droites.*

**Aujourd'hui, il existe de l'incertitude, de l'imprévisible. Que va-t-il sortir de ce clair-obscur dans lequel nous sommes, qui peut devenir lumière...ou ténèbres !** Mais les lueurs qui nous font signe comme les luttes sociales, comme ce qui se produit du côté du soin, de l'éducation, des crèches, des EHPAD montrent la colère des professionnels face à la maltraitance de la **vulnérabilité** dans nos sociétés. On ne pourra pas répondre à cette colère et à ce désespoir uniquement par des moyens matériels. Cela suppose une autre manière de penser, des *Habitus*<sup>4</sup> radicalement différents...

**Le massacre de l'environnement n'est que le miroir du massacre que l'on fait de l'humain.** Il s'agit d'une crise anthropologique. Ce que l'on appelle crise écologique n'est que symptôme d'une maladie anthropologique qui se manifeste par d'autres symptômes comme la manière dont on traite les vieux, les bébés, les fous, les individus dans les entreprises, dans les institutions.

**L'accomplissement d'un acte, d'une œuvre professionnelle, est bafoué par des protocoles d'évaluation.** Tout l'appareillage programmatique, technologique, conduit à un taylorisme généralisé de tous les professionnels. Aujourd'hui c'est vrai pour le soignant qui produit des actes de soins à la chaîne et qui sont dépossédés de la dimension **œuvrière**<sup>5</sup> de leurs métiers.

**À Cœur Ouvert** : *Quelles sont les conditions pour sortir de la crise ?*

**Roland Gori** : **On ne sortira pas du crépuscule de notre civilisation, d'une crise de justice sociale, des blessures environnementales, tant qu'on n'aura pas restauré, réhabilité le pouvoir de création de l'humain qui se manifeste aussi bien par la dimension œuvrière**<sup>5</sup> dans l'accomplissement de ses actes de métier, dans son travail que par la réhabilitation de la parole qui est la condition même de la démocratie. **Comme disait Jaurès, la démocratie ne s'arrête pas à la porte des usines. C'est dans le milieu du travail que doit s'opérer une réhabilitation de la parole**

**qui nous amène à chasser tous ces protocoles stupides d'évaluation qui ne sont que des chaînes numériques faisant de nous des esclaves.** Aujourd'hui, nous sommes dépossédés dans notre travail de notre capacité de décider. Ce sont les protocoles qui décident à notre place. **Les luttes sociales passent par là aussi.** Bien sûr elles doivent concerner les conditions matérielles d'exercice des métiers les plus exposés, les plus vulnérables socialement mais elles **doivent aussi prendre en compte cette dimension d'aliénation sociale de tous les professionnels** qu'ils soient professeur de chirurgie, enseignant en maternelle, éducatrice de jeunes enfants, magistrats, journalistes ou psychologue. C'est par le vecteur des évaluations qui nous prive de notre responsabilité éthique que nous sommes aliénés. Cette aliénation sociale dans le milieu du travail passe par *une violence techno-fasciste* qui prédispose d'une certaine manière aux servitudes et qui conduisent aux injustices sociales et aux aliénations politiques que nous connaissons<sup>6</sup>.



**Une phrase de Keynes, économiste, qui dit que** *« Nous serions capables d'éteindre le soleil et les étoiles parce qu'ils ne nous rapportent pas de dividendes »*. La force aujourd'hui, de la nouvelle version capitaliste, c'est justement de trouver dans les nouvelles technologies des instruments de notre servitude alors qu'elles devraient être des vecteurs d'émancipation.

**Brisons ces chaînes d'évaluation et prenons la parole pour pouvoir affirmer au nom de notre métier la responsabilité éthique et méthodologique de nos actes professionnels, préludes au pouvoir des citoyens.**

**Si on veut vivre sur une planète qui ne soit pas glaciale et sombre, il faut que nous pensions notre monde autrement qu'en termes de chiffres et de profits financiers.**

**Roland Gori**

Professeur honoraire des universités  
Psychanalyste

Propos recueillis par Christiane Caro,  
Animatrice de À Cœur Ouvert

1. **Antonio Gramsci**, né le 22 /01/1891, décédé le 27/04/1937 philosophe, écrivain et théoricien politique italien. Membre fondateur du Parti communiste italien, dont il assure un temps la direction, il est emprisonné par le régime mussolinien de 1926 à sa mort. 2. **Wikipédia** : Théorisé à partir des années 1990, le terme d'**illibéralisme** émerge vers 2010, pour désigner les orientations des gouvernements hongrois et polonais 3. **Wikipédia** : **Les Trente Glorieuses**, période de forte croissance économique, d'augmentation du niveau de vie de la grande majorité des pays développés 1945/ 1975 4. **L'Habitus selon Pierre Bourdieu** est une disposition à penser, à agir dans la famille, l'école et tout au long de la vie. 5. **Œuvrière** : Roland Gori, Charles sylvestre...6. **Roland Gori, Dé-civilisation**. Les nouvelles logiques de l'emprise, Paris, LLL, 2025



Aurore Artigue  
Membre Commission Nationale  
Santé PCF

**Dans le département des Hautes Pyrénées, la fraternité et la solidarité se met en place et ensemble syndicat CGT, familles, salariés et élus font front contre le projet de déménagement de l'internat de L'IME d'Ordizan qui leur a été annoncé à la vieille des vacances de Noël « Joyeux Noël et bonne année »**

## **Comment en sommes-nous arrivés à cette annonce ?**

Depuis maintenant 15 ans, l'APF FH promet aux salariés du Clos Fleuri la construction d'un nouveau bâtiment et la réhabilitation de l'ancien. En 2013 un premier projet leur est présenté et a été avorté lors du dépôt du permis de construire. En 2024 un nouveau projet de construction et de réhabilitation de l'existant est présenté aux familles et aux salariés et de nouveau lors du dépôt du permis de construire abandon du projet « la raison invoquée le Plan de retour à l'équilibre et le déficit d'APF fh ».

**En août 2024, une commission de sécurité** est venue faire une visite et a donné un avis défavorable. Depuis septembre le maire de la commune signe des arrêtés de continuité d'activité pour permettre à APF Fh de pouvoir effectuer les travaux.

**En 10 ans aucun travaux de réhabilitation du bâti**, aucun investissement n'ont été réalisés, APF Fh et aujourd'hui la direction régionale annonce qu'il faut déménager car pas de budget pour faire les travaux de sécurité. Sauf qu'à ce jour aucun devis n'a été demandé et qu'aucun projet de travaux de sécurité n'a été présenté à L'ARS pour des demandes de financement

## **Quel est le projet d'APF France Handicap ?**

Lors du CSE du 18 décembre, la direction régionale a présenté son plan B « **le déménagement temporaire de l'internat de l'IME vers le centre ASEI de Tournay situé à 20km avec les professionnels** ». Pour faire simple Les professionnels avec les internes de l'IME iraient tous les soirs à L'IME de Tournay et reviendraient tous les matins pour l'externat à Ordizan. La date du

déménagement est fixée au 3 mars et l'APF Fh a signé une convention avec l'ASEI de Tournay de 1 an renouvelable et aucun travaux n'est prévu à Ordizan

**A ce jour, la date de déménagement est fixée sans date de retour**, pas d'évaluation des conséquences sur les conditions d'accueil et d'accompagnement des enfants, pas d'évaluation sur les conséquences sur les conditions de travail des salariés, pas d'évaluation du coût de ce déménagement rien strictement rien n'est présenté aux familles et aux salariés.

## **Où est l'humain dans ce projet ? Ce projet n'est-il pas une forme déguisé de fermeture de l'IME à terme ?**

Au vu des éléments fourni pas la direction régionale et les conséquences de ce déménagement pas nécessaire et pas préparé sur la vie des enfants polyhandicapés et sur les conditions d'emploi des salariés : les familles, les salariés et le syndicat CGT soutenu par les élus (maire, conseiller départemental et députée) ont décidé de faire front commun et de **demande l'abandon du projet de déménagement et d'exiger le démarrage des travaux**.

Les familles se sont aussi constituées en Collectif et elles ont lancé une pétition en ligne intitulée « **préservons-nos-enfants-polyhandicapés-qui-ne-sont-pas-responsables-du-déficit-d-apf-fh** » sur change.org pour peser encore plus dans la balance de la contestation.

**Cette situation non isolée dans notre pays met en lumière les difficultés du secteur médico-social, confronté à des problèmes de financement**, de gestion et de manque de ressources pour répondre aux besoins des personnes vulnérables. Cette mobilisation souligne l'importance de remettre l'humain et les besoins des personnes au centre des préoccupations, plutôt que de privilégier des logiques de gestion financière

**Il est temps d'exiger un véritable service public du lien et du soin avec un financement à la hauteur des besoins de chaque personne.**



<https://www.change.org/p/preservons-nos-enfants-polyhandicapés-qui-ne-sont-pas-responsables-du-déficit-d-apf-fh>



Remettre l'humain et les besoins des personnes  
au centre des préoccupations,  
plutôt que de privilégier des logiques de gestion



**Jean-Luc Malestras**

Animateur

Secteur électronique 1982-1999

Fédération des Travailleurs de la

Métallurgie FTM-CGT

A l'hôpital, depuis les années 1980 et surtout depuis la tarification à l'activité (T2A) en 2007, l'emploi et les conditions de travail de l'ensemble du personnel sont profondément dégradés.

Le sentiment de ne plus pouvoir faire son métier mine le personnel de santé «*On ne nous demande pas d'être auprès des patients, mais de la traçabilité, de la traçabilité, encore et toujours...* » ... «*On se sent coupable. J'ai vraiment l'impression de bâcler mon travail, de ne pas bien m'occuper des patients.* »

On peut, avec les années, mesurer les ravages causés par l'importation d'outils conçus pour le système de régulation américain dominé par la logique des assureurs privés et fondé sur le modèle de l'entreprise industrielle.

Il est impératif de ré-investiger le travail, analyser les processus du travail afin de permettre aux personnels de santé de faire leur métier ... soigner !

Or, l'hôpital n'a plus la maîtrise de ses outils notamment informatiques. Le travail est gangrené par les tâches de gestion de tout ordre, par l'adoption d'outil de rentabilité tel la T2A.

## Économies drastriques

A l'hôpital, comme avant elle au sein de l'entreprise, l'informatisation a visé la réalisation d'économies drastriques en matière d'emploi. Les premières catégories à en faire les frais ont été les personnels administratifs et le personnel dit « de service ».

Depuis le début (les années 80) les NTIC (*nouvelles technologies de l'information et de la communication*) sont subordonnées, pour des raisons de gestion financière, à une véritable « chasse » aux « emplois indirects ». Celle-ci s'est traduite par leur

suppression et par l'externalisation de beaucoup de « métiers support » (*bureautique, informatique, entretien et maintenance, ...*) considérés comme des « coûts » à éliminer et non comme des ressources à développer. Le temps passant, on peut mesurer les effets à courte vue de ce type d'économies.

La mise en cause, sur la chaîne de l'information, des « maillons les plus faibles » - à travers la marginalisation des personnels administratifs et techniques - ne pouvait manquer de se répercuter sur le « maillon fort », les médecins, infirmières et aides soignant-es, sur qui a été transféré le traitement administratif des informations. Une opération de transfert sur fond de réduction générale des effectifs.

L'affaiblissement des uns provoque la surcharge des autres. Sous couvert d'une polyvalence nécessaire, celle-ci s'est imposée sans véritable débat dans l'hôpital (comme dans l'entreprise) sur la réalité du travail et des métiers. Les choix stratégiques pris dans les années 80 en matière d'informatique produisent pleinement aujourd'hui leurs effets contre-productifs et délétères.

## L'humain a repris le contrôle

Comme l'a une nouvelle fois montré cette crise du Covid-19, l'hôpital s'en est sorti grâce aux coopérations informelles entre les différents métiers et catégories de personnel. Pour beaucoup de personnels soignants la première leçon à tirer du point de vue de cette crise, c'est que lorsque l'on fait confiance aux soignants, ils peuvent s'organiser, s'« autogérer ». Cette auto-organisation contraste avec la politique des autorités politiques qui, au contraire, a créé la pagaille ministérielle.

L'humain a repris le contrôle, les cloisonnements mis en place par les outils numériques ont volé en éclat, les métiers de services ont repris droit de cité. Ainsi, durant le pic de l'épidémie, les directions ont été poussées par le personnel à renforcer certains métiers comme ceux permettant d'assurer





**Jean-Pierre Escaffre**

Docteur en économie

(Paris I-Sorbonne)

Maître de conférences,  
Université de Rennes1



## Notes :

<sup>1</sup> Des logiciels alternatives existent tel le **PENDISCAN** : Outil d'aide à la décision pour la conduite des organisations sanitaires.

<sup>2</sup> Pour en savoir plus <https://imageriedavenir.fr>

**l'hygiène et l'entretien afin que le personnel de santé puisse se consacrer pleinement à son métier envers les malades.** De même des «emplois support» ont été mis en place pour traiter la gestion des lits. Des décisions de bon sens mais uniquement pour palier une urgence, des mesures éphémères et coûteuses (notamment pour l'entretien) car couvertes par un recours à l'intérim et à des entreprises de services privées.

## L'outil au service d'une fonction

Cette crise confirme combien il est nécessaire de supprimer la tarification à l'activité (T2A) et le «*Lean management*» (*gestion à flux tendu*). Il faut ré-internaliser les «métiers support» à l'hôpital et tisser de nouvelles coopérations avec l'industrie notamment en matière de système d'information. Une informatisation pour soulager le travail humain. Cette approche stratégique implique de considérer l'outil comme au service d'une fonction et non comme un objectif final.

## Nouvelles pratiques et nouvelles organisations

Nous avons une grande créativité en France en matière de logiciel. Nous devons la mobiliser pour élaborer, avec les personnels de soins, les outils utiles pour la pleine réalisation de leur travail<sup>1</sup>... Cette approche nécessite, d'une part, le maintien des départements systèmes d'Information, mais cela ne saurait suffire. Il serait-il judicieux de mettre en place des Unités de Recherche Développement dans chaque regroupement pertinent d'hôpitaux. Elles pourraient avoir les fonctions de participer à la création d'un écosystème local d'innovations

avec les Universités et les industriels locaux.

**Elles pourraient encourager les médecins et non-médecins à innover à partir de leurs pratiques.** D'être au cœur de conception de prototypes d'outils pour amélioration des conditions de travail et de confort des patients, pour le travail de diagnostic et thérapeutique. De plus, ces Unités peuvent représenter des lieux de reclassement pour des emplois - très qualifiés - menacés dans l'industrie.

**Le financement de ces unités pourrait mobiliser à pourcentage égal Hôpital, Universités, industriels concernés, et CRTDI-DS** (Centre de recherches technologiques et de développement industriel dédié à la santé). Les centres de recherches technologiques et de développement industriel que nous proposons peuvent participer à retrouver une maîtrise des outils de travail par le personnel de soin.

**Des nouvelles pratiques et organisations peuvent être mises en place qui valorisent le travail humain comme ressource-clé,** permettant d'économiser sur les dépenses en capital et d'éviter de nombreux gaspillages. Il faut, entre autres, mettre un terme aux bricolages et travailler à refonder le lien entre le système sanitaire et l'industrie française avec pour boussole la pleine réalisation des métiers et non le niveau de rentabilité pour l'actionnaire.

**Le territoire Grenoblois vient de se doter de cette plateforme dite accélérateur industriel <sup>2</sup>, pourquoi ne pas agir ensemble pour une création en Bretagne ?**

*Jean-luc Malettras*

*Jean-Pierre Escaffre*

**Co-auteurs du livre «Des soins sans industrie**

Il faut... mettre un terme aux bricolages  
et travailler à refonder le lien entre le système sanitaire et l'industrie française  
avec pour boussole la pleine réalisation des métiers  
et non le niveau de rentabilité pour l'actionnaire.

# Financements : une autre logique est nécessaire !



Nous sommes à la veille de la reprise du débat budgétaire pour 2025. Il faut se souvenir que c'est sur le projet de loi de finances pour 2025 que le gouvernement Barnier a été censuré. **Un projet qui rappelons-le, proposait une cure d'austérité aggravée avec des économies massives sur la dépense publique** (40 Md€) et une vingtaine de milliards de recettes dont une partie puisée sur les couches moyennes voire modestes...

**Décider d'un budget efficace pour la France suppose** donc d'une part de respecter le message envoyé par le peuple lors des élections anticipées de l'été dernier et de l'autre mais c'est lié, de faire le choix du développement et non de la récession. Ainsi on pourra s'attaquer vraiment à la dette, prétexte agité lors de la préparation du précédent projet de budget.

**Plus que jamais c'est l'homme et ses capacités qu'il faut développer en cohérence avec des objectifs écologiques de haut niveau.** Cela exige de l'argent pour investir en ce sens. C'est-à-dire soutenir les créations d'emplois, la formation dans les services publics et l'industrie afin de générer une création nouvelle et saine de richesses permettant aux budgets sociaux (*protection sociale*) et publics (*Etat et collectivités locales*) de disposer de recettes supplémentaires pour financer la réponse aux besoins des citoyens.

**C'est ce que nous appelons « provoquer un choc de demande pour une nouvelle offre ».** L'objectif est d'améliorer la vie des gens en répondant à leurs besoins sociaux et écologiques tout en résorbant progressivement le déficit. Ainsi la dépense d'aujourd'hui fera la recette de demain !

C'est possible en développant massivement les services publics par des pré-recrutements, des formations dans la

santé, à l'école..., et en le finançant à taux zéro par un fonds adossé au pôle public bancaire (*BPI, La Poste, la CDC*).

Mais aussi en promouvant une nouvelle industrialisation à partir d'une conversion écologique des productions et des processus de production en investissant dans la formation, les créations d'emplois, les salaires, la lutte contre le CO2. **Pour ce faire la mobilisation du crédit bancaire est nécessaire.** Des fonds pour l'emploi et la formation dotés d'argent public - *par exemple une partie de l'argent que l'Etat dépense pour compenser les exonérations de cotisations sociales des entreprises* - prendraient en charge les intérêts des prêts bancaires accordés aux entreprises pour se développer jusqu'à abaisser les taux à zéro % voir au-dessous de zéro.

**Une réforme fiscale, passant notamment par une nouvelle fiscalité des entreprises** (*impôt sur les sociétés, nouvel impôt local sur le capital*) pour en faire un outil incitant à une utilisation sociale et écologique de leurs bénéfices, sécuriserait l'ensemble du dispositif. **S'y ajouteraient un nouvel Impôt de Solidarité sur la Fortune (ISF)** intégrant les biens professionnels et un impôt sur le revenu de type universel, élargi et plus progressif. **Enfin le financement de la protection sociale doit reposer sur les cotisations dont le taux serait modulé en fonction de la part de salaires dans la valeur ajoutée.** Les revenus financiers des entreprises seraient soumis à cotisation au taux de 11%.

Ce projet ne prendrait toute sa valeur et n'atteindrait son plein rendement qu'à partir du moment où il s'appuierait sur **son troisième pilier qu'est l'intervention des salariés et des citoyens dans les gestions.**

**Jean-Marc Durand**

Membre du conseil national du PCF  
et de la commission économique du PCF

- Nouvelle fiscalité des entreprises... pour en faire un outil incitant à une utilisation sociale et écologique de leurs bénéfices...
- Un nouvel Impôt de Solidarité sur la Fortune
- Financement de la protection sociale : doit reposer sur les cotisations dont le taux serait modulé en fonction de la part de salaires dans la valeur ajoutée.
- Les revenus financiers des entreprises seraient soumis à cotisation au taux de 11%.

